



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°65 du 18 novembre 2018

Au sommaire :

- **Alors que la colère explose, préparer l'affrontement avec Macron, Total et le CAC40 sur nos bases de classe - Démocratie révolutionnaire**
- **Les élections européennes, LO, le NPA et la question du parti - Yvan Lemaitre**

Alors que la colère explose, préparer l'affrontement contre Macron, Total et le CAC 40 sur nos bases de classe

Quelques 300 000 manifestants sur 2000 points de rassemblement ont participé samedi 17 à la journée de blocage des « gilets jaunes », malheureusement marquée par de nombreux accidents qui ont fait un mort et plus de 400 blessés. Au moment où nous écrivons, les blocages se poursuivent en divers endroits, signe de la détermination et de la profonde révolte sociale qui s'exprime sur les barrages, comme l'ont montré de multiples témoignages relayés par les médias.

Dimanche soir, Philippe, le premier ministre, n'a eu que mépris et arrogance face à la révolte, le mépris et l'arrogance de classe de ce gouvernement des riches.

Parti de pétitions sur internet, relayé souvent par des petits patrons et recevant rapidement le soutien de la droite et de l'extrême-droite, le mouvement s'est transformé en véritable mouvement populaire dans lequel se sont reconnus nombre de « *ceux qui ne manifestent jamais* ». Travailleurs que les salaires misérables contraignent à habiter de plus en plus loin de leur lieu de travail, dans des endroits totalement dépourvus de transports collectifs, petits artisans, travailleurs indépendants, paysans, pour qui l'utilisation d'un véhicule est partie intégrante de leur activité professionnelle, retraités, tous crient leur ras-le-bol des offensives à répétition du gouvernement qui se traduisent, dans la vie quotidienne, par l'impossibilité de joindre les deux bouts, d'élever dignement ses enfants, de s'offrir le moindre loisir...

Le 14 novembre, depuis le pont du Charles de Gaulle, Macron était monté au créneau alors que le mouvement prenait de l'ampleur, lui opposant un pitoyable « *Il y a beaucoup de gens qui sont dans l'addition des colères et des blocages. Cela ne fait pas un projet pour le pays* »... Comme si tout le monde n'avait pas compris que son prétexte « *projet pour le pays* » n'était qu'un projet pour une poignée de gens richissimes dont il fait payer la facture

à l'ensemble de la société, des plus pauvres aux classes dites « moyennes » !

Les cadeaux de Macron aux plus riches ne relèvent cependant pas de simples orientations personnelles. Sa politique lui est dictée par ceux qui détiennent le véritable pouvoir, les grands patrons des banques et des grandes entreprises, celles du CAC40, tel le pétrolier Total qui annonce pour cette année une nouvelle augmentation de ses profits (10,6 milliards de dollars en 2017 dont il a distribué les 2/3 en dividendes)... C'est pourquoi s'en prendre seulement à Macron et à ses taxes, à sa politique, sans désigner ceux qui en sont les véritables donneurs d'ordres, c'est s'enfermer dans une impasse. Et c'est ouvrir la voie aux Le Pen et Wauquiez, qui n'ont pas d'autre objectif, en disant soutenir le mouvement contre Macron, que de détourner la colère sociale à leur profit électoral, tentant à l'occasion d'entretenir les préjugés xénophobes et nationalistes... pour mieux poursuivre ensuite, en pire, la même politique. Car si Macron et son gouvernement s'inscrivent dans la continuité de la guerre de classe menée par leurs prédécesseurs pour le compte du grand patronat, leurs successeurs n'auront pas d'autre choix que de s'y plier à leur tour. Y compris Mélenchon qui s'émouait dans un tweet, au soir du 17, de « *La clameur d'une Marseillaise face à l'Élysée* » !

Si aujourd'hui les politiciens de droite et d'extrême droite peuvent se prévaloir de la révolte populaire et tenter de la capter au profit de leurs intérêts électoraux, la responsabilité en revient pour beaucoup aux directions syndicales qui se sont avérées incapables, par leur passivité et leur complicité avec le jeu pervers du dialogue social, de construire une véritable riposte aux offensives gouvernementales malgré de puissantes mobilisations sociales. Et elles sont encore passives, sans propositions ni initiatives devant l'explosion de colère du 17 et ses suites.

Pourtant, le mécontentement croissant qui traverse le pays met bien à l'ordre du jour la nécessité de construire l'affrontement contre Macron et ses mandataires. Contre la vie chère les travailleurs reprennent à leur compte les exigences des gilets jaunes contre la hausse des prix du carburant, contre les taxes indirectes qui frappent les plus pauvres. Ils exigent une augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux. C'est Total et le CAC 40 qu'il faut taxer, pas le monde du travail comme il faut en finir avec une dette publique dont les intérêts ont drainé cette année dans les coffres des grandes institutions fi-

nancières plus de 40 milliards d'argent public payé par nos impôts et nos taxes. Face à la crise climatique, c'est le tout automobile qu'il faut remettre en cause par la gratuité des transports et leur développement alors que le gouvernement se propose de supprimer 9000 kms de chemin de fer. Il faut restaurer les services publics détruits par des années de régression.

Le moment est venu pour le monde du travail de reprendre l'offensive pour envoyer Macron et l'extrême droite dans les cordes.

Les élections européennes, LO, le NPA et la question du parti

« Clap de fin » titre l'article du NPA rendant compte de la rupture de LO avec le NPA sur la possibilité d'un accord entre les deux organisations pour présenter une liste commune aux élections européennes. LO pour sa part titre son article de façon évasive, « *Rencontres NPA-LO : des divergences* », pour aborder quand même le fond de la discussion, son refus de mener une campagne commune avec le NPA. La rupture de LO constitue un échec, un échec annoncé qui vient souligner la grande difficulté du mouvement révolutionnaire de sortir de ses divisions pour se penser et agir comme un parti des travailleurs, démocratique et révolutionnaire, se situant sur un terrain d'indépendance de classe afin de rassembler celles et ceux qui luttent pour la transformation révolutionnaire de la société. Elle illustre la difficulté du mouvement révolutionnaire à répondre aux besoins de la période. Et paradoxalement, c'est la gravité même de la situation, selon LO, qui vient justifier ce dogmatisme sectaire.

« *Si nous ne voyons pas aujourd'hui comment concevoir une campagne commune, c'est surtout parce que la situation a fondamentalement changé. L'aggravation de la crise et ses conséquences politiques nous imposent d'affirmer notre programme révolutionnaire, sans en brouiller le contenu et les perspectives au milieu d'une campagne fourre-tout* » écrit LO. Bien au contraire, à notre avis, le contexte social et politique que nous connaissons vient souligner encore plus que par le passé la nécessité d'un accord. Le fait que la situation a fondamentalement changé comme le dit à juste titre LO, ne permet plus de faire un simple accord électoral entre organisations aussi soucieuses l'une que l'autre de préserver leur indépendance comme ce fut le cas par le passé. Parvenir à un accord supposait dans ce contexte de l'inscrire dans une perspective commune à plus long terme, une politique de construction d'un parti des travailleurs se fixant pour tâche et perspective d'apporter une réponse à une des causes essentielles de la montée des forces et idées réactionnaires : l'impuissance du mouvement ouvrier dominé par le développement du capitalisme financier mondialisé.

Le refus de LO est une nouvelle étape dans son évolution depuis 1995 après l'appel d'Arlette Laguiller à la construction d'un parti des travailleurs. Cet appel fut vidé de tout

contenu d'abord par le refus de LO d'en discuter et d'y associer la LCR qui avait alors répondu positivement. Ensuite par le fait que LO ne fit jamais de cet appel une politique.

Cet abandon a provoqué une crise au sein de LO aboutissant à l'exclusion des camarades à l'origine de *Voix des travailleurs* qui fusionna avec la LCR en juin 2000, aujourd'hui *Démocratie révolutionnaire* dans le NPA, puis celle des camarades de la Fraction L'Étincelle qui ont rejoint le NPA. Nous espérons que cette nouvelle étape dans le repliement dogmatique et sectaire de LO suscitera de nouvelles discussions tellement son refus est à contrecourant de la situation, prisonnier du passé, invoquant le trotskysme comme argument sectaire.

Nous ne voulons absolument pas flatter au sein du NPA ou autour de nous le sectarisme contre LO. Bien au contraire, nous regrettons la rupture et poursuivons la discussion politique.

Simple accord électoral ou perspective à plus long terme ?

Le NPA, quant à lui, s'il a eu le grand mérite de prendre l'initiative des discussions et de proposer un accord, ne s'est pas donné, en fait, les moyens de sa politique.

Il ne pensait pas cette démarche dans une perspective plus large, en fonction du contexte, faire en sorte que le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire puisse mener une campagne commune pour travailler à poser les jalons d'un parti des travailleurs.

Rien ne dit que cela lui aurait donné les moyens d'entraîner les camarades de LO. La question n'est pas là mais bien de discuter de la politique qui est nécessaire au mouvement révolutionnaire.

Le contexte actuel remet à l'ordre du jour la question d'un parti des travailleurs sur des basses d'indépendance de classe, révolutionnaire dont il faut discuter le programme, la stratégie, en fonction d'une compréhension commune de la période et des tâches pour reprendre l'expression de Trotsky et non en fonction de références dogmatiques.

Force est de constater l'éclectisme du NPA, sa confusion politique entretenue par les conceptions de la politique

dite « des partis larges » accompagnée de la politique unitaire vis à vis de la gauche radicale, antilibérale, l'unité de « la gauche sociale et politique » considérée comme la clé de la situation.

Suite à cet échec, le NPA doit tenter de se donner les moyens de se présenter, de se faire entendre au mieux dans cette campagne en lien avec notre intervention dans les mobilisations et nos tâches de construction. La situation politique, l'explosion de colère qui traverse le pays, la politisation qu'elle provoque seront pour cela autant de points d'appui. Mais pour cela, notre politique doit prolonger, consolider la démarche qui nous a conduits à rechercher l'accord avec LO, la dégager des confusions : mener une campagne qui vise à encourager, armer les travailleurs à faire de la politique, prendre leurs affaires en main, construire leur propre parti et poser donc la question de la nécessité de l'unité et du rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires comme étape vers un parti des travailleurs.

Il s'agit de sortir des confusions et d'être cohérent. La recherche d'un accord avec LO inclut, y compris après l'échec, une politique vis à vis de ces camarades, de leur milieu.

L'explosion de colère que porte le mouvement des gilets jaunes contre la hausse des taxes sur les carburants, quelques que soient ses confusions et les instrumentalisations dont il est l'objet, exprime une légitime colère dont nous sommes pleinement solidaires et vis à vis de laquelle nous avons une politique à défendre. Elle souligne le manque

d'un parti des travailleurs pour sortir de la passivité des directions syndicales, pour que le mouvement ouvrier soit à même de défendre ses propres intérêts tout en portant les exigences des autres couches sociales qui, de fait, contestent le pouvoir du capital. Ce n'est qu'ainsi que nous serons à même de combattre la menace de l'extrême droite.

Contrairement aux proclamations défaitistes qui viennent au secours des routines et du repli sectaire, la nouvelle époque dans laquelle le monde est engagé ouvre aussi une nouvelle époque pour le mouvement ouvrier lui-même, riche de possibilités et qui remet à l'ordre du jour la perspective révolutionnaire, la prise du pouvoir par les travailleurs qu'avaient liquidées les vieux partis, le PS et le PC aujourd'hui effondrés.

C'est cette perspective que nous voulons porter dans les élections et aussi et surtout quotidiennement dans les luttes, les mobilisations, sur les lieux de travail et d'habitation, au sein de la jeunesse.

Nous souhaitons que le NPA puisse être présent lors des européennes, nous militons pour et appelons tous nos amis à prendre en main la souscription pour nous aider à récolter les fonds nécessaires. Nous souhaitons aussi discuter avec chacune et chacun, militants et proches de LO et du NPA, travailleurs, jeunes, qui se sentent partie prenante de nos responsabilités communes afin de porter ensemble notre combat pour l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires.

Yvan Lemaître